Menteurs, incompétents et liberticides

vendredi 9 octobre 2020, par Denis COLLIN

« (…) Ne nous leurrons pas. Ces mesures que vous nous présentez comme seulement transitoires ne le sont pas. (…) Ce texte n'a d'autre finalité que de faire dériver notre état de droit vers des territoires inconnus et dangereux. Ce que nous craignions dans le précédent examen de loi en juillet est une réalité. Ce régime a vocation à perdurer et à s'inscrire de manière indélébile dans le droit commun. (…) Le droit de se réunir pacifiquement est désormais anémié du fait des restrictions post-confinement qui ont été instituées. Le gouvernement entretient toujours un climat anxiogène et culpabilisant. Nous pouvons donc légitimement nous demander si la situation sanitaire n'est pas devenue le parfait prétexte pour restreindre durablement nos libertés. (…) »

Ces paroles claires ne viennent pas d'un opposant de principe au gouvernement. Ni de quelque « complotiste » d'extrême gauche ou d'extrême droite. C'est Martine Wonner, exclue du groupe LREM en mai 2020, qui les a prononcées lors du vote à l'Assemblée nationale de la loi instituant la prolongation de l'état d'urgence jusqu'en avril 2021. Nous vivons sous l'état d'urgence depuis les attentats du Bataclan en 2015, puisque Macron a fait rentrer les dispositions de l'état d'urgence de l'époque dans la loi ordinaire. Avec la Covid-19, c'est un état d'urgence nouveau, superposé à l'ancien qui vient restreindre encore le champ de libertés individuelles et publiques. Et n'en doutons pas, comme le dit la députée ex-LREM, cette situation est appelée à durer. Chaque drame, chaque catastrophe, conformément aux analyses de Naomi Klein, devient le prétexte pour d'un nouveau « tour de vis » dans la marche vers un État autoritaire, voire totalitaire. Quand la Chine a confiné la province du Wuhan, les responsables politiques et les commentateurs à gage disaient : « nous ne pouvons pas faire ça chez nous, nous ne sommes pas un État autoritaire comme la Chine… » et quelques semaines plus tard à peine, la « méthode chinoise » était appliquée dans la plupart des pays « démocratiques » d'Europe. L'épisode est révélateur et nous permet de saisir précisément ce qui est en cause aujourd'hui.
Mais, nous dira-t-on, il faut bien agir face à l'urgence de la « deuxième vague » ? Le problème est double. D'une part, ce gouvernement a toujours menti, depuis le début et même certain de ses membres, à commencer par Mme Buzyn (ex-ministre de la Santé), Mme Parly (ministre de la Défense) et Mme N'Diaye (ex-porte-parole du gouvernement), ont reconnu ces mensonges qui étaient commis « pour notre bien », étant donné que nous, citoyens, devons être traités comme des enfants à qui on fait peur avec des histoires de loup-garou. Ils ont menti sur la réalité de l'épidémie, ils ont menti sur les tests, menti sur les commandes d'urgence qu'ils avaient prétendument faites, menti sur l'état du système de santé, etc.

Ils continuent de mentir avec des statistiques incohérentes qui servent à guider la politique face à l'épidémie. On annonce chaque jour des milliers de cas supplémentaires, sans préciser que, dans leur immense majorité, il ne s'agit pas de malades ! Combien de malades parmi ces cas ? Mystère ! Selon les statistiques, il y a eu 600 000 cas depuis le début (en fait beaucoup plus, mais on l'ignore puisque de mars à mai, le test n'était « notre politique ») et plus de 90 000 guéris et 30 000 morts. Où sont passés les 480 000 autres ? Sont-ils guéris ? Sont-ils morts sans qu'on le sache ? On ne connaît d'ailleurs pas le nombre de mort de la Coivid-19 dans les EHPAD et le nombre de morts de la maladie Covid-19 est inconnu en vérité. La moyenne d'âge des morts de cette maladie est au-delà de 83-84 ans et la plupart des morts sont « multifactorielles » et concernent des sujets affectés d'autres pathologies lourdes. L'INED d'ailleurs divise par deux les chiffres de la mortalité due à l'épidémie. Après les petits et les gros mensonges, les statistiques se révèlent comme des armes puissantes pour embrouiller les esprits. Signalons tout de même que la France n'est pas seule à procéder de manière

aussi douteuse. Les statistiques italiennes ne sont pas plus fiables pour ne rien dire des espagnoles ou des anglaises. Quant à l'OMS qui a multiplié les annonces catastrophistes, elle vient de reconnaître qu'il y avait dans le monde non pas 35 millions de contaminés, mais 780 millions (plus de 20 fois l'estimation d'hier !). En appliquant les correctifs OMS, on pourrait estimer à 12 millions les contaminés en France et donc la courbe de progression des tests positifs a encore de beaux jours devant elle !

Ils ont menti en annonçant qu'on allait voir ce qu'on allait voir, qu'on allait renforcer le système de santé « quoi qu'il en coûte » et on a même fait un « Grenelle de la santé dans lequel se sont vautrées certaines centrales syndicales dont FO dirigée par le sous-marin macroniste Yves Verrier. En fait rien n'a changé. Le personnel, notamment infirmier, fait toujours dramatiquement défaut, et ce d'autant plus qu'il y a maintenant une véritable fuite des infirmiers et médecins vers le privé, voire vers d'autres métiers, compte tenu des conditions de travail déplorables, des primes promises et jamais versées à ceux qu'on applaudissait hier comme des héros. Plus : les restrictions des plans antérieurs continuent de s'appliquer : fermeture de lits d'hôpital, fermeture de services entiers. Si deuxième vague il y a, le système l'hospitalier l'abordera en situation plus difficile qu'en mars dernier ! Telle est la réalité telle qu'elle remonte du terrain et telle que l'expriment les grèves qui éclatent ici et là dans les hôpitaux.

Menteurs, parjures et incompétents, ils ont trouvé la parade : un reconfinement sournois qui achèvera de liquider les secteurs les plus fragiles de l'économie — cf. notre dernier papier, "Covid et capitalisme" — et masques partout. On pourrait discuter à perte de vue de l'efficacité des masques en plein air, de leur efficacité en général (car il s'agit des masques non chirurgicaux) d'autant plus que la contamination semble se faire moins par les voies aériennes que par les mains. Dans la rue, on verbalise les individus qui marcheraient le nez au vent et pendant ce temps-là d'autres s'entassent dans le métro, s'accrochent comme ils le peuvent aux mêmes barres et, vu la promiscuité, masques ou pas masques, se contaminent aussi par voie aérienne : la buée qui s'accumule sur les lunettes passe aussi à côté… Mais le masque a deux avantages : donner l'illusion que le gouvernement ne reste pas inactif (les amendes distribuées par la maréchaussée rapportent aux caisses de l'État alors que payer des infirmiers, ça coûte) et, de plus, on habitue les citoyens à obéir à des ordres incohérents, voire absurdes.

En attendant, on peut être des milliers dans des rames de métro, mais les réunions sont strictement contrôlées, les rassemblements autorisés au compte-gouttes et Véran, l'inénarrable Véran, propose qu'on porte le masque même chez soi. On suppose qu'ils vont bientôt recommander la distanciation dans les rapports amoureux ! Comment tout cela est-il devenu possible ? Il y a des raisons psychologiques de fond : nous sommes devenus des pauvres bêtes apeurées, soumis à un discours anxiogène pour une maladie dont la létalité doit se situer aux alentours de 0,1 %. Mais surtout chacun est renvoyé à lui-même. Aucun parti, aucun syndicat pour prendre sérieusement la défense des libertés démocratiques, personne pour s'opposer au discours gouvernemental. Les macronistes et la droite sont derrière Macron. Et la gauche a disparu, cachée dans les replis du macronisme. Une fois de plus reste ouverte la question : comment construire un bloc populaire face au gouvernement du capital ? Comment remettre les questions politiques au centre — par exemple, celle du budget 2021 ?
Le 9 octobre 2020.
Denis Collin